

Boîte Postale 177 - 75967 Paris Cedex 20 - rail@alternativelibertaire.org

Deux millions de manifestant(e)s le 13 mai, des grèves un peu partout en France, un nombre de grévistes pas connu à la SNCF depuis 30 ans ... Et la plupart des fédérations syndicales ont refusé d'appeler les cheminot(e)s à la grève

Oui, au soir du 13 mai il y avait possibilité d'organiser un vaste mouvement de grève à la SNCF, rejoignant celui en cours dans l'Education Nationale, ceux qui démarraient à la RATP, La Poste, les Finances, la Culture, dans les hôpitaux, etc.

Non, les cheminot(e)s n'ont pas vocation à servir d'exemple mais tout le monde sait que si le 14 au soir la grève s'était installée sur l'ensemble du réseau ferré, cela aurait donné une autre dimension à un mouvement interprofessionnel qui existait déjà bel et bien, sans que les confédérations syndicales y soient pour quelque chose !

A la SNCF, deux fédérations syndicales ont

appelé à poursuivre la grève au-delà du 13 mai : Sud Rail et FO. Malgré l'appui de plusieurs syndicats et sections CGT outrés par l'attitude de leur fédération, cela n'a pas suffi.

Au quatrième jour de grève, il ne restait plus que quelques sites dans l'action pour faire le lien avec la journée du lundi 19.

Venant de la fédération FGAAC, par définition catégorielle, on ne sera pas étonné du choix fait.

Les fédérations CGT et CFDT ont une toute autre responsabilité : Un appel CGT, CFDT, SUD-rail, FO provoquait à coup sûr le succès de la reconduction au-delà de l'historique journée du 13 mai.

Retraites : assez d'intox !

LA RETRAITE À 95 ANS

Une seule solution : une nouvelle répartition des richesses !



PUBLIC - PRIVE :

Toutes et tous ENSEMBLE
GREVE GÉNÉRALE !

Alternative Libertaire BP 177 75967 Paris Cedex 20
www.alternativelibertaire.org

Alternative
Libertaire

En choisissant une nouvelle grève « carrée » de 24 heures, les responsables nationaux CGT et CFDT ont écoeuré une partie des cheminot(e)s les plus combattifs(ives).

Pire, en dénonçant celles et ceux qui poursuivaient la grève comme auteurs de « manœuvres de division », la fédération CGT a renoué avec une pratique qu'on pouvait espérer oubliée !

La grève qui se poursuit les oblige ... à appeler à la grève reconductible ... mais dans deux semaines !

Sous la pression de ses militant(e)s locaux, la **fédération CGT** a dû **accepter un appel à la grève reconductible**.

Mais son alignement sur la politique confédérale, pour le moins ambiguë sur le dossier « retraites », l'a conduit à une manœuvre supplémentaire : Alors qu'outre FO et SUD-rail, cette fois la CFDT aussi était prête à un appel immédiat permettant d'élargir le mouvement interprofessionnel, la **CGT** a **imposé la date du 3 juin comme seule possibilité**.

En agissant ainsi, l'appareil CGT a choisi de casser les possibilités d'extension de la grève démarrée depuis bien longtemps à l'Education Nationale et réelle dans bien d'autres secteurs.

Dans beaucoup de professions, l'appel des cheminots à partir en grève dès le lendemain de la manif du 25 était attendu pour s'en servir comme point d'appui.

Le différer à début juin c'était, après le refus de la poursuite le 14 mai, condamner le mouvement une seconde fois en moins de huit jours !

Les choix de certain(e)s responsables syndicaux nous ont fait perdre un temps précieux ... et des journées de salaire.

La grève est maintenant annoncée pour le 3 juin ? Alors, cette fois, prenons nos affaires en mains !

Dans les gares, les ateliers, les brigades, les dépôts, les bureaux, organisons-nous !

En assemblées générales décidons et faisons vivre la grève.

Pour qu'un autre monde soit possible ...
Construisons-le !



Nom, prénom :

Adresse :

e-mail :

- Je souhaite participer au développement d'*Alternative Libertaire*, en devenir membre.
- Je souhaite participer à une rencontre avec *Alternative Libertaire*
- Je souhaite rester en contact avec *A.L.*, en étant informé(e) des initiatives, des débats.

A.L. - BP 177 - 75967 Paris Cedex 20
rail@alternativelibertaire.org

Alternative Libertaire

anticapitalisme
autogestion

politisons nos inquiétudes PARTAGE DES RICHESSES... ou on se servira !

Cette fois, la bataille est décisive... Nous n'avons pas le droit de la perdre, sinon l'Etat poursuivra la démolition sociale sans retenue aucune. A la différence du mouvement de décembre 95 contre le projet Juppé, les travailleur(se)s du privé comme du public sont directement concerné(e)s. Notre arme, c'est la grève générale interpro, public/privé, reconductible jusqu'au retrait du projet Raffarin... La rue n'a pas dit son dernier mot !

Temporisation coupable

Après le succès énorme de la grève générale du 13 mai, qui a vu de nombreux travailleur(se)s du privé se joindre aux défilés, c'était une erreur de ne pas reconduire cette grève qui seule nous assure le rapport de force nécessaire. C'est pourtant le choix opéré par les directions confédérales CGT, CFDT et Unsa, permettant à Raffarin et Fillon de maintenir leur projet aux "négociations" bidon du 14 mai.

La trahison rapide de la direction CFDT le 15 mai a eu au moins le mérite de clarifier les choses. A présent, plus d'hésitation, tous en grève !

Pour une lutte européenne

Ailleurs en Europe, la démolition des retraites suit un programme défini lors du Conseil européen de mars 2002 (rallongement de 5 ans de cotisation dans toute l'UE), et cosigné par le duo Jospin-Chirac.

L'Autriche, le 14 mai, a connu sa première grève générale depuis 50 ans. Le gouvernement (droite + extrême droite) défend un projet proche de celui de Raffarin (baisse de 30 % des pensions).

Le contre-sommet du G8 à Evian, du 28 mai au 2 juin, sera un temps de solidarité internationale contre la démolition sociale. La vigueur des manifestations anti-G8 sera aussi déterminante pour la lutte.

pour une alternative politique

Pour Raffarin, "Ce n'est pas la rue qui gouverne." Certes, c'est donc le Medef. Comme la gauche au pouvoir nous l'a si utilement rappelé pendant cinq ans, ce sont les marchés qui décident, bien plus que les gouvernements. L'alternative se construira en-dehors des institutions, dans la rue et les entreprises.

L'avenir que nous voulons, ce n'est pas une énième alternance à gauche qui nous mènerait à l'impasse ; ce qui est à l'ordre du jour c'est la remise en cause globale du capitalisme et de ses institutions, c'est la construction d'une société égalitaire. De cela aussi, il faut en discuter !

Au-delà de la bataille des retraites, un combat hautement politique : la redistribution des richesses, la remise en cause du capitalisme

La période 1970-2000 a vu le produit intérieur brut (PIB) français, qui est un bon indice de la création de richesse, multiplié par deux. Dans le même laps de temps, le pouvoir d'achat des ouvrier(e)s et employé(e)s n'a pas lui, été multiplié par deux ! En 1970, environ 70 % de la richesse produite revenait aux travailleur(se)s sous forme de salaire ou de prestation sociale, tandis que 30 % allait au patronat et aux actionnaires. En 2000, ce ne sont plus que 60 % qui nous reviennent, tandis que 40 % sont accaparés par les capitalistes !

Un exemple : entre 1985 et 1993, le pouvoir d'achat des ouvrier(e)s et employé(e)s s'est accru d'à peine 0,7 %, tandis que les revenus du capital (actions, patrimoine foncier, titres bancaires) ont augmenté, eux de 59,4 % !

Ainsi, en 1998, Liliane Bettencourt, héritière et PDG de L'Oréal, disposait d'un patrimoine évalué par *Le Nouvel Economiste* à 65,3 milliards de francs, soit 400 % de plus que six ans auparavant !

Conclusion : il y a suffisamment de richesse créée pour financer la retraite de tout le monde à 55 ans payée 1 500 euros ! Et tant qu'à faire, financer les études des jeunes en formation et indemniser bien mieux les chômeurs.

Donc : 1) il ne faut rien lâcher ; 2) il n'y a pas de problème de la production de richesse, il y a un problème d'accaparement de la richesse par une classe sociale parasitaire ; 3) les retraites doivent être financées par prélèvement sur la richesse produite ; 4) la régression sociale continuera tant qu'on n'aura pas remis en cause le pouvoir du patronat à accaparer les richesses produites ; 5) construisons la grève générale interprofessionnelle, avec les syndicalistes qui luttent pour, et contre les bureaucrates qui la combattent.

Alternative libertaire

BP 177

75967 Paris Cedex 20

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

Je souhaite prendre contact avec Alternative Libertaire. Je souhaite recevoir un exemplaire gratuits du mensuel *Alternative libertaire*.

Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,3 euros chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM PRÉNOM TEL E-MAIL

ADRESSE

supplément à *Alternative libertaire* n°119, commission paritaire n° 0905 G 72861, directeur de publication Alain Crosnier, édité par AL, imprimerie spéciale.

ne pas jeter sur la voie publique SVP

Retraites :

**Partage des
richesses ...
Ou on se
servira !**

*Alternative
Libertaire*

Alternative libertaire
BP 177
75967, Paris cedex 20



www.alternativelibertaire.org